

L'AUTRE 8 MAI 1945 : POUR LA RECONNAISSANCE DES MASSACRES DE SÉTIF, GUELMA ET KHERRATA

« Un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre » Karl Marx

Le 8 mai 2026 les plus hautes autorités de l'État et de très nombreux et nombreuses élu-e-s de la République vont commémorer la victoire contre l'Allemagne nazie et la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Mais qui va parler des massacres du 8 mai 1945 en Algérie ?

Ce jour-là, à Sétif, Guelma et Kherrata, des milliers d'Algériens descendent dans la rue pour réclamer liberté, dignité et indépendance.

La réponse de l'État colonial est immédiate : une répression d'une violence extrême. Pendant plusieurs semaines, l'armée française, appuyée par la police et des milices, massacre des dizaines de milliers de civils.

Femmes, hommes, enfants.

Ces massacres sont le résultat d'une politique délibérée du gouvernement français. Ils ouvrent une nouvelle période de vingt ans de guerres coloniales, car la France est une puissance impériale qui ne veut pas renoncer à ses possessions :

- Guerre d'Indochine (1946-1954) : environ 500 000 morts,
- Répression à Madagascar (1947-1948) : environ 89 000 morts,
- Guerre d'Algérie (1954-1962) : au moins un million de morts,
- Guerre au Cameroun (1955-1964) : plusieurs dizaines de milliers de morts.

Des millions de victimes. Une même logique : celle de la domination coloniale.

S'agit-il seulement du passé ?

Aujourd'hui encore, cette histoire reste largement invisibilisée. La reconnaissance pleine et entière de ces crimes demeure inachevée.

Alors que l'ONU qualifie la colonisation de « crime contre l'Humanité », la loi française du 23 février 2005 fait l'apologie de la colonisation.

Comment s'étonner alors de la vague de racisme et d'islamophobie qui s'est exprimée jusqu'au plus haut niveau de l'État et a donné lieu à des lois et des décrets racistes ou islamophobes ?

Ce sont :

- La loi dite « séparatisme » (respect des principes de la République), critiquée pour son impact sur certaines institutions musulmanes,
- Durcissement des politiques migratoires et de l'asile,
- Conditions d'accès renforcées à la naturalisation,
- La politique raciste « Bienvenue en France » à l'Université, consistant à faire payer des frais d'inscription exorbitants aux étudiant-es extra-communautaires,
- La position de la France vis-à-vis du génocide en Palestine.

Reconnaître les massacres du 8 mai 1945, c'est refuser l'oubli.

C'est refuser le racisme, les discriminations et les politiques héritées de ce passé, dont le militarisme et la hausse des budgets militaires.

C'est défendre l'égalité, la justice et la dignité pour toutes et tous.

Nous vous appelons à un :

RASSEMBLEMENT UNITAIRE VENDREDI 8 MAI 2026 - 16 H PLACE KLÉBER

Venez nombreuses et nombreux. Pour la mémoire - Pour la justice - Pour la dignité.



AES, ATMF, CCIS Strasbourg, CJACP, DNSI, EMF Strasbourg, FSE, Justice & Libertés, Les Écologistes, LFI 67, LP 67, MRAP Strasbourg, NPA Anticapitaliste, POI 67, Solidaires, UCL 67